

CINQ CAUSES DE L'INSURRECTION ARABE

ANALYSE • Contre les despotes locaux cramponnés au pouvoir avec la bénédiction des puissances occidentales, le soulèvement des populations arabes qui s'exprime aujourd'hui, et avec une telle force, est le produit de causes historiques, politiques, économiques, climatiques et sociales.



«Le rôle des réseaux sociaux devait se révéler déterminant. Ils ont permis le franchissement du mur de la peur.» Manifestation contre le gouvernement transitoire à Tunis, 26 février 2011. KEVSTONE

IGNACIO RAMONET* Quelles sont les causes de l'ouragan de liberté qui, du Maroc à Bahreïn, en passant par la Tunisie, la Libye et l'Égypte, souffle sur le monde arabe? Pourquoi ces désirs simultanés de démocratie s'expriment-ils précisément maintenant? À ces deux questions, les réponses sont de diverse nature: historique, politique, économique, climatique et sociale.

1. Cause historique

Depuis la fin de la Première guerre mondiale et l'implosion de l'Empire ottoman, l'intérêt des grandes puissances occidentales pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord a reposé sur deux constantes: contrôler les gisements d'hydrocarbures et garantir un foyer national juif. Après la Seconde guerre mondiale et le traumatisme universel de l'Holocauste, la création de l'État d'Israël en 1948 eut comme contrepartie, dans plusieurs États arabes libérés du colonialisme, l'arrivée au pouvoir de forces antisémitistes (opposées à l'existence d'Israël) se réclamant de deux idéologies différentes: «militaro-nationaliste» en Égypte, Soudan et Yémen; «socialiste arabe» en Irak, Syrie, Libye et Algérie.

Trois guerres perdues contre Israël (1956, 1967, 1973) finirent par conduire l'Égypte et la Jordanie à signer des traités de paix avec l'État juif et à s'allier sur les États-Unis qui exerçaient déjà – dans le cadre de la Guerre froide – une influence décisive sur les pré-tromonarchies de la péninsule arabique, ainsi que sur le Liban, la Tunisie et le Maroc. De la sorte, Washington et ses alliés occidentaux maintenaient leurs deux objectifs prioritaires: le contrôle du pétrole et la sécurité d'Israël. En échange de quoi, ils garantis-

saient la permanence au pouvoir de cruels despotes (le roi Hassan II, le général Ben Ali, les généraux Sadate et Mubarak, les monarques saoudiens Fayçal, Fahd et Abdallah, etc.).

2. Cause politique

Dans les États du soi-disant «socialisme arabe» (Irak, Syrie, Libye, Algérie), sous les commodés prétextes de «lutte contre l'impérialisme» et de «chasse aux communistes», des dictatures de parti unique furent également établies, gouvernées d'une main de fer par des tyrans d'anthologie (Saddam Hussein, El Assad père et fils, et Mouammar el Kadhafi, le plus délirant de tous). Des autocraties qui garantissaient, par ailleurs, l'approvisionnement en hydrocarbures des grandes puissances et ne menaçaient pas vraiment Israël (quand l'Irak parut le faire, il fut immédiatement détruit). C'est ainsi que les aspirations démocratiques des sociétés arabes furent étouffées sous une chape de silence et de terreur.

Les vagues de démocratisation se succédaient pourtant dans le reste du monde. Les dictatures disparaurent, dans les années 1970, au Portugal, en Espagne et en Grèce. Puis, en 1983, en Turquie. Après la chute du mur de Berlin, en 1989, l'Union soviétique et le «socialisme réel» de l'Europe de l'est s'effondrèrent. En Amérique latine, l'une après l'autre, toutes les dictatures militaires furent balayées dans les années 1990. Entre temps, à quelques encablures de l'Union européenne, avec la complicité des puissances occidentales (dont la France), les sociétés arabes demeuraient en état de glaciation autocratique.

Comme les despotes de cette région ne toléraient aucune forme d'expression critique, la protestation trouva refuge dans le seul lieu de réunion non interdit: la mosquée. Et autour du seul

livre non censurable: le Coran. Ainsi se consolidèrent les islamismes. La doctrine la plus réactionnaire fut diffusée par l'Arabie saoudite avec l'appui de Washington et ses alliés qui y voyaient un argument pour maintenir les peuples arabes dans la «soumission» (sens du mot «islam»). Cependant, surtout après la «révolution islamique» iranienne de 1979, un islamisme politique allait s'épanouir qui trouvait dans les enseignements du Coran de solides arguments pour exiger la justice sociale et combattre la corruption des mœurs, le népotisme et la tyrannie. De ce tronc commun devaient naître plusieurs branches plus radicales, décidées à conquérir le pouvoir par la violence, la terreur et la «guerre sainte». L'une d'elles allait devenir Al Qaïda...

Après les attentats du 11 septembre 2001, les puissances occidentales, avec la complicité des «dictatures amies» locales, trouvèrent une nouvelle raison de maintenir sous contrôle les sociétés arabes: la peur de l'islamisme. Au lieu de comprendre que celui-ci était une conséquence de l'absence de libertés et de la multiplication des injustices, ils renforcèrent l'arbitraire, le despotisme et la répression...

3. Cause économique

Plusieurs États arabes ont subi récemment les répercussions de la crise globale démarrée en septembre 2008. Des milliers de travailleurs originaires de ces États, émigrés en Europe, ont perdu leur travail. Le volume des transferts d'argent à leurs familles demeures au pays (qui constitue l'une des principales rentrées de devises, par exemple, au Maroc, en Tunisie, en Égypte...) a beaucoup baissé. L'industrie touristique (fondamentale aussi pour l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et la Jordanie) s'est étiolée. Les cours des

hydrocarbures (en hausse ces derniers semaines à cause de l'insurrection populaire en Libye) ont rebaisé. Simultanément, le Fonds monétaire international (FMI) imposait, notamment à la Tunisie, à l'Égypte et à la Libye, de sévères programmes de privatisation des services publics, des réductions drastiques dans le budget de l'État, une diminution du nombre des fonctionnaires... Des plans d'ajustement structurels venus détériorer davantage les conditions de vie des gens. Et dégrader surtout le statut des classes moyennes urbaines (celles qui ont accès précisément à l'information, au téléphone portable et aux réseaux sociaux) en menaçant de les faire replonger dans la pauvreté.

4. Cause climatique

Dans un tel contexte, en soi déjà explosif, se produisait, l'été dernier, dans une région éloignée du monde arabe, un désastre écologique. Mais la planète est une. Durant plusieurs semaines, la Russie, un des principaux exportateurs mondiaux de céréales, connut la pire vague de chaleur et d'incendies de son histoire. Conséquence: la perte d'un tiers de sa récolte de blé... Moscou décidait de suspendre l'exportation de céréales (qui servent aussi à nourrir le bétail) dont les cours allaient immédiatement grimper de 45%. Cette flambée se répercutait rapidement sur les prix des aliments courants: pain, viande, lait, poulet... Et provoquait, à partir de l'automne 2010, la plus importante augmentation des prix alimentaires depuis 1990. Et la seconde crise alimentaire mondiale en trois ans... Dans le monde arabe, importateur massif d'aliments, les manifestations contre la vie chère commencèrent alors à se multiplier...

5. Cause sociale

Ajoutez à tout ce qui précède: une population très jeune et fort nombreuse. Des niveaux explosifs de chômage. Un accaparement des meilleurs postes par les proches des clans au pouvoir. Une impossibilité d'émigrer parce que l'Union européenne a blindé ses frontières et établi d'impudents accords avec les despotes locaux qui se chargent du «sale travail» de contenir les émigrants clandestins...

Il ne manquait qu'une étincelle pour incendier la prairie. Il y en eut deux. Toutes deux en Tunisie. D'abord, le 17 décembre 2010, l'auto-immolation par le feu de Mohammed Bouazizi, un chômeur-diplômé devenu vendeur ambulant de fruits, qui mit publiquement fin à ses jours en signe de dénonciation de la corruption et du népotisme. Ensuite, les spectaculaires révélations apportées par Wikileaks et répercutées par les téléphones portables, les réseaux sociaux (Facebook, Twitter), le courrier électronique et la chaîne *Al-Jazeera*, sur la réalité du système d'exploitation mafieux établi par le clan Ben Ali-Trabelsi.

Le rôle des réseaux sociaux devait se révéler déterminant. Ils ont permis le franchissement du mur de la peur. En permettant de savoir à l'avance que des milliers de personnes vont se rassembler pour manifester un jour J, à une heure H, dans un lieu L, les réseaux sociaux offrent la garantie qu'on ne se retrouvera pas tout seul à protester en s'exposant individuellement à la répression du système. L'historique succès de cette stratégie tunisienne de l'essaim allait ébranler le monde arabe. 1

*Ancien directeur du *Monde diplomatique*, président de l'association Mémoire des Luttes. Cet article est tiré du site www.mede.lu.org